



BAROMÈTRE ÉCONOMIQUE DE PLURICONSEIL

5 octobre 2016

Enquête réalisée par PluriConseil du 26 au 27 septembre 2016 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

ANALYSE

Jusqu'aux élections...

Par Eric NG PING CHEUN

On ne connaissait pas le secteur privé expert en science politique. Lui qui avait cru en une victoire de l'alliance rouge-mauve aux élections de 2014 a dû se faire tout petit pour accepter la compensation salariale uniforme de six cents roupies et l'embauche des grévistes de l'industrie sucrière. Et voilà qu'aujourd'hui, la Chambre de commerce et d'industrie de Maurice, par la voix de son président, appelle à l'intronisation du fils du Premier ministre « le plus vite » afin de « maintenir la continuité » dans la « stabilité politique ». Comme s'il ne manquait que ça pour accroître « l'intensité de la reprise » !

Il est un fait que les porte-parole du secteur privé s'alignent presque toujours sur le discours du pouvoir politique. Ils ont d'abord adhéré, sans aucune réflexion sérieuse, au slogan de « deuxième miracle économique » vendu par le gouvernement actuel. Puis, ils ont applaudi à tout rompre le budget de Lutchmeenaraidoo avant de le jeter aux orties. Ensuite, ils se sont extasiés devant l'*Economic Mission Statement* du Premier ministre pour ne plus en parler. Lorsque ce dernier prit les rênes des Finances, ils l'ont loué comme « *the right man in the right place* ». Arrive un nouveau grand argentier, et ils le félicitent pour son « très bon budget ».

Mais alors, pourquoi venir encore proposer des mesures fiscales telles que « l'impôt négatif », une hausse du seuil d'exemption de l'impôt sur le revenu et des remboursements de la TVA ? Comment expliquer l'absence de « *feel good factor* » et de confiance ? Ce n'est pas que maintenant que la politique plombe l'économie, que l'économie est éclipsée par la politique. L'annonce de Sir Anerood Jugnauth de son retrait comme chef de gouvernement a certes mis l'économie au second plan, mais celle-ci n'a jamais été à l'avant-poste, et ce sera ainsi même après l'installation de Pravind Jugnauth sur le trône, et ce, jusqu'aux prochaines élections générales.

Des analystes politiques pensaient que SAJ ne démissionnerait pas sans avoir réalisé ses ambitions économiques et sans avoir « nettoyé » le pays. Or l'économie va plus mal qu'avant tandis que l'entreprise de nettoyage a entraîné plus de désordre dans l'administration du pays. SAJ partira sur un bilan négatif qui contraste singulièrement avec ses réalisations économiques des années 80. Comme pour montrer son amertume, c'est en répondant à une question d'un journaliste, et non par une déclaration toute préparée, qu'il a laissé entendre son départ. Ce qui n'avait pas l'air d'un adoubement !

La grande majorité des analystes économiques interrogés dans le présent baromètre ne croient pas à la venue d'un messie. Ils diffèrent de ces analystes

politiques qui, voici cinq mois, écrivaient que le leader du MSM devrait faire ses preuves en tant que ministre des finances avant de devenir Premier ministre. Ces derniers ne trouvent rien à redire maintenant alors qu'il n'a même pas encore produit des résultats. Il est vrai qu'en matière de méritocratie et de performance, ce gouvernement n'a pas tenu ses promesses jusqu'ici.

C'est plutôt une sinistrose qui a été créée dans le pays depuis la présentation du budget, avec les clashes au sommet de l'Etat, les insultes zoologiques proférées par d'honorables parlementaires et la pantalonnade des deux communiqués du Conseil des ministres. Cela a relevé le niveau d'incertitude au plan économique. Il est important pour les opérateurs que le gouvernement retrouve une certaine sérénité, condition nécessaire mais insuffisante d'une reprise tout court. Ce n'est pas une question de stabilité politique, mais de clarification autour du centre de pouvoir politique. Il faut savoir qui décide quoi.

Rien ne présage toutefois un retour à la sérénité, une fois achevée la transition politique. L'indication de SAJ a eu ceci de fâcheux qu'elle a planté le virus politique dans la tête des gens. Dès lors, ils pensent moins au travail productif qu'aux spéculations politiques. De fait, l'île Maurice est entrée dans une atmosphère pré-électorale. D'ici aux élections générales, anticipées ou pas, on voit mal les investisseurs apporter de nouveaux capitaux, les entrepreneurs prendre des risques accrus, et les consommateurs dépenser davantage. L'économie fera du surplace avec une croissance atone.

En même temps, le climat socio-politique risque de se détériorer. Les partis de l'opposition ne cesseront de réclamer le rappel des urnes, les principaux titres de presse de dénoncer une rupture de contrat moral, les syndicalistes de manifester dans la rue, et les intellectuels de se joindre au concert des voix. Les soutiens du *Prime Minister-in-waiting* eux-mêmes s'enferment dans la polémique sur la légitimité de son éventuelle nomination. A quoi bon d'être le dirigeant suprême d'un pays devenu ingouvernable ? On continuera à jouir du pouvoir, mais sans l'exercer réellement.

On peut douter qu'un Premier ministre nouveau et sans expérience ait toutes les capacités de gérer efficacement de multiples pressions venant de toutes parts. Certes, tous les chefs de gouvernement ont eu un premier mandat, et beaucoup d'entre eux l'ont rempli avec brio. Mais ils ont réussi précisément parce qu'ils avaient obtenu un mandat populaire à travers des élections.

Après un gouvernement désorganisé, le prochain cherchera ses marques. Il sera paralysé par la crainte d'être impopulaire et n'appliquera donc pas de grandes réformes économiques. Déjà dans les limbes du Brexit, l'économie mauricienne pourra difficilement sortir de l'ornière sans un autre état de grâce post-électoral.

(www.pluriconseil.com)

1) Au vu des événements survenus après le budget, vous pensez que les incertitudes économiques à Maurice...

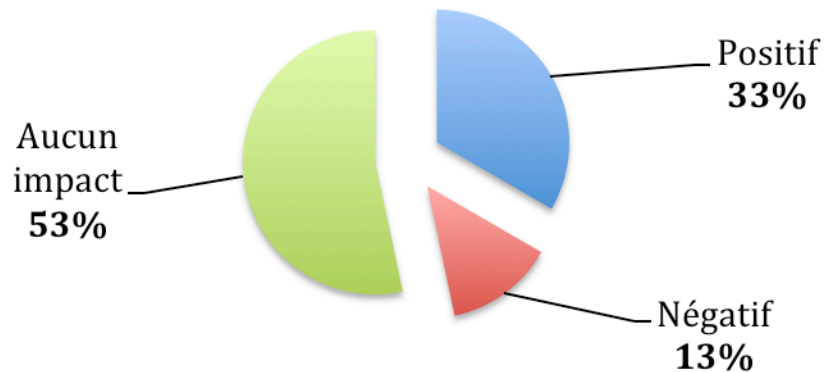
Augmentent	53%
Diminuent	7%
Ne changent pas	40%

Les incertitudes locales s'accroissent

Les mesures budgétaires présentées le 29 juillet dernier ont été reléguées au second plan par des événements d'ordre politique qui affectent en particulier le gouvernement : la polémique née des honoraires d'un avocat payés par l'ICTA, l'interpellation policière du conseiller principal du ministre des finances, les insultes entre ministres, les divergences entre alliés et, par dessus tout, le flou créé autour d'un changement de Premier ministre pour très bientôt. Avec un remaniement ministériel en vue, tout cela fait augmenter les incertitudes économiques à Maurice, estiment 53% des personnes interrogées. Car « *lack of coherence indicates lack of unity and lack of leadership, and obviously the bottom line result is lack of confidence* ».

2) Selon vous, une éventuelle nomination de Pravind Jugnauth au poste de Premier ministre aura sur l'économie un impact...

Pravind Jugnauth au poste de Premier ministre



Changer pour faire quoi ?

Tout indique que Sir Anerood Jugnauth cédera son fauteuil premierministériel à son fils. Toujours pour 53% des sondés, ce changement de leadership n'aura aucun impact sur l'économie. Si un tiers des analystes voient un impact positif, c'est parce que Pravind Jugnauth « *will bring the much needed stability* », et il a « *some competent advisers* ». Il faut savoir que « *the private sector is disenchanted with SAJ's latest stint as Prime Minister, and any replacement will create a sense of expectation which may translate in a very short term positive impact* ». Cependant, « *if there are no strong leadership and no corrective economic measures, there will be no reversal to the long-term downward trend of the economy* ».

3) En cas de remaniement ministériel, que préféreriez-vous comme ministre des finances ?

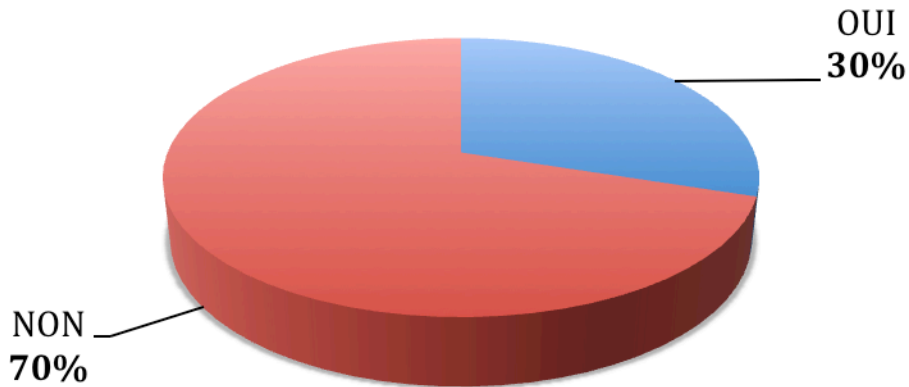
Pravind Jugnauth	17%
Xavier-Luc Duval	57%
Roshi Bhadain	3%
Autre	23%

Le bleu plus approprié que l'orange

Lorsque Pravind Jugnauth sera nommé Premier ministre, gardera-t-il le portefeuille des finances, ou le délaissera-t-il à quelqu'un qui sera alors le quatrième grand argentier du gouvernement actuel en moins de deux ans ? Parmi les analystes, 17% préfèrent la première option « *for the sake of continuity* » et parce que « *for coherence, the finance minister should come from the same party as the Prime Minister* ». Toutefois, 57% trouvent en Xavier-Luc Duval « *the most appropriate candidate* », qui a déjà occupé ce poste pendant trois exercices financiers. Il est intéressant de noter que 23% des répondants souhaitent un autre prétendant que ces deux dirigeants et Roshi Bhadain. Quoi qu'il en soit, on attend du prochain ministre des finances qu'il vienne avec des « *incentives for investments* » plutôt que des « *cosmetic measures* ».

4) Etes-vous d'accord avec la décision de « reconsidérer » le projet Heritage City ?

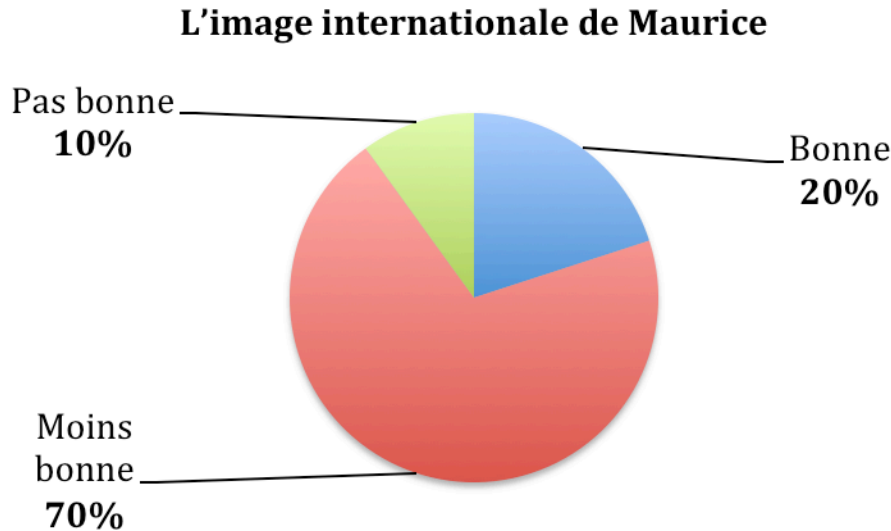
Reconsidérer le projet Heritage City



Opposition maintenue au projet

Lors du dernier baromètre, 97% des sondés saluaient l'abandon du projet Heritage City. Ils sont maintenant 30% à être favorables à la décision du Conseil des ministres de le « reconsidérer », moyennant qu'on trouve un autre lieu et un autre mode de financement. Toujours est-il que sept analystes sur dix demeurent opposés à ce projet. Car « *the country cannot afford this project whether or not it is close to the heart of an outgoing and ageing Prime Minister. May be later when our GDP growth returns to 5% or more. For now we need discipline as the global economic situation is deteriorating fast and the global banking system is about to have another systemic shock.* »

5) Comment voyez-vous l'image internationale de Maurice en tant que destination des affaires ?



L'image de Maurice s'estompe

Au vu du jugement du Tribunal de Bologne en défaveur du gouvernement mauricien, de l'arbitrage international sur la résiliation unilatérale du contrat avec Betamax, de la guéguerre entre des ministres, et de la future passation du pouvoir du père au fils, on commence à se poser des questions sur l'image de Maurice vue de l'étranger. Pour un analyste sur cinq, l'image comme destination des affaires est toujours bonne « *because the fundamentals have not changed, and political musical chair is a reflection of a democratic system* ». En revanche, sept sondés sur dix trouvent qu'elle devient moins bonne, comme l'indique le fait que « *several foreign institutional investors are selling their Mauritian equities* ».

6) Selon vous, les relations économiques entre Maurice et la Grande Bretagne vont...

S'améliorer	3%
Se détériorer	43%
Rester pareilles	53%

Les risques économiques de la géopolitique

Alors que la sortie de la Grande Bretagne de l'Union européenne débouchera sur de nouvelles négociations commerciales entre Maurice et l'ancienne puissance coloniale, le Premier ministre mauricien adopte une ligne dure sur le dossier des Chagos. Le pays joue-t-il gros en termes économiques ? La majorité des sondés ne se font pas des soucis, estimant que les relations resteront pareilles. L'un d'eux y voit « *a peripheral issue to trade and investment but an important humanitarian issue* ». Mais 43% des analystes craignent une détérioration des relations économiques : « *We are playing a dangerous game. The world does not function the way we think it does. We may have legal grounds and do well at the United Nations, but we shall beware of indirect reprisals* ».

7) Une victoire de Donald Trump aux présidentielles américaines sera pour l'économie mauricienne...

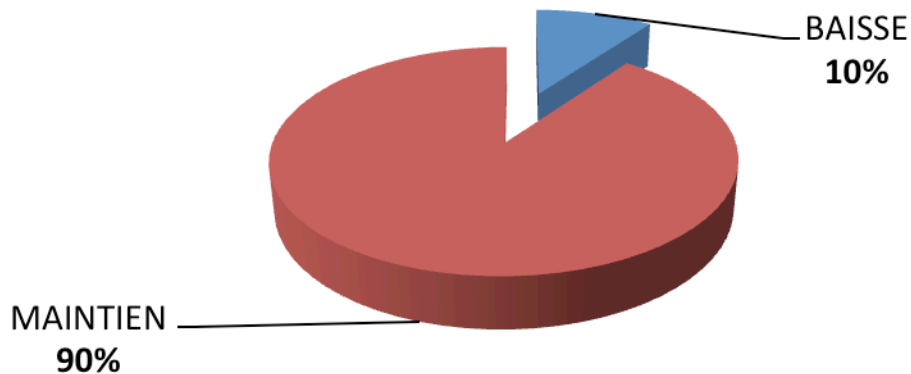
Favorable	3%
Défavorable	37%
Sans grande conséquence	60%

Maurice à l'abri du pire des deux

Personne à Maurice n'avait parlé du Brexit, et le résultat du référendum du 23 juin a pris de court les opérateurs mauriciens qui se sont retrouvés affectés par la brutale chute de la livre sterling. Dans le même esprit, tout le monde ici mise sur l'élection de Hillary Clinton aux présidentielles du 8 novembre. Mais qu'arrivera-t-il si elle ne gagne pas ? Trois sondés sur cinq ne prévoient aucune grande conséquence pour l'économie mauricienne. Ils prient toutefois que l'*Africa Growth and Opportunity Act* demeure intact. Pour 37% des analystes, une victoire de Donald Trump nous affectera, car « *it will increase uncertainty* ». Elle ferait aussi plonger le dollar au grand dam de nos exportateurs textiles.

8) Quelle orientation du Repo Rate prévoyez-vous à la prochaine réunion du comité de politique monétaire ?

Le Repo Rate à la prochaine réunion du comité monétaire



En attendant un nouveau ministre

Le comité de politique monétaire se réunira le 10 novembre prochain. Neuf répondants sur dix ne croient pas qu'il répétera sa décision de la dernière réunion, celle d'assouplir le taux directeur. Selon le mot d'un analyste, « *after the negative response that the Bank of Mauritius got last time, it is certain that there will be no change this time around* ». Un autre affirme que, dans la conjoncture politique actuelle, « *small savers will complain if the interest rate falls further, and this may not be good politically for the Prime Minister-in-waiting* ». D'autant qu'il convient de ne pas brusquer les choses en attendant de connaître la vision d'un nouveau ministre des finances...

Enquête réalisée par PluriConseil du 26 au 27 septembre 2016 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

PluriConseil Ltd

Business Registration number: C08052270

Managing Director: Eric Ng Ping Cheun

Address: 38, Aldrin Street, Pointe aux Sables, 11128, Mauritius

Telephone: +230 2136719

Fax: +230 2342761

E-mail: pluriconseil@orange.mu

Website: www.pluriconseil.com

Any part of this document shall not be published, reproduced or transmitted, in any form or by any means, to a third party, without the prior written permission of PluriConseil Ltd, the Copyright holder.

The information contained in this document have been arrived at from sources which PluriConseil Ltd believed to be reliable and in good faith, but no representation or warranty expressed or implied is made as to their accuracy, completeness or correctness.

The opinions contained in this document are published for the assistance of recipients, but PluriConseil Ltd accepts no liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from any use of this document and its contents.